République française
ASSEMBLÉE NATIONALE -SÉNAT

XXIIIème COSAC - Versailles - 16-17 octobre 2000

Questionnaire destiné aux Parlements des pays membres

Réponses du Comité pour les affaires européennes du Sénat italien

Contrôle de la politique européenne par les Parlements nationaux dans les Etats membres

1° - Y a-t-il eu, depuis 1995, des modifications dans le rôle de votre Commission, dans son mode de fonctionnement, ou dans ses relations avec les autres organes de votre Parlement ?

Réponse : pour la partie qui concerne les rapports avec les institutions communautaires, le Règlement du Sénat n'a pas été modifié après 1995 mais le rôle du Comité pour les affaires des Communautés européennes s'est assurément développé sous tous les points de vue. Selon des données provisoires – la législature actuelle, commencée en 1996, étant encore en cours -, le séances du Comité ont augmenté d'environ 700%, le nombre des propositions/projets de loi dont le Comité a été saisi pour l'examen des profils de compatibilité avec le droit communautaire a augmenté de plus de 200% et le nombre des propositions/projets de loi examinés à cet effet pour avis à l'intention de commissions saisies au fond, a augmenté de plus de 1000%. Sur le plan de la participation du Sénat à la phase préparatoire de la procédure normative communautaire le Comité, après avoir pris position sur des documents importants (Agenda 2000, la Convention Eurodac, le projet d'acte sur l'élection du Parlement européen et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne), en l'an 2000 a entamé un examen systématique des actes préparatoires de la législation communautaire, à partir du programme législatif de la Commission européenne, sur lequel le Comité a élaboré, à l'unanimité, une proposition qui a été adoptée, le 18 juillet dernier, par l'Assemblée du Sénat.

2° - Estimez-vous que votre Commission reçoit en temps utile les propositions législatives européennes ? Le protocole, annexé au traité d'Amsterdam, sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne a-t-il apporté une amélioration à cet égard ?

Réponse : Le protocole sur les Parlements nationaux a été transposé par un article spécifique, le numéro 3, de la loi n. 209 de 1998 portant ratification du Traité d'Amsterdam. L'application concrète dudit article – qui prévoit entre autres la transmission au Parlement des projets d'actes législatifs communautaires, d'autres actes préparatoires, tels que livres blancs et livres verts, et les propositions à adopter aux termes du titre VI du traité sur l'Union européenne – a cependant demandé quelques années de confrontations de points de vues entre le Parlement et le Gouvernement et ce n'est qu'au cours des derniers mois qu'il joue à plein régime.

3° - Estimez-vous que votre Commission dispose en règle générale d'un délai suffisant pour examiner ces propositions ? Le protocole susmentionné a-t-il apporté une amélioration à cet égard ?

Réponse : Le protocole susvisé a certainement renforcé la position du Comité pour les affaires des Communautés européennes et du Parlement mais il apparaît difficile de donner une évaluation de sa mise en oeuvre concrète, qui ne joue à plein régime que récemment. A cet effet les difficultés principales, en plus de la transmission rapide des textes, s'avèrent être, d'une part, la détermination de la typologie des actes soumis à l'obligation de transmission au Parlement et, d'autre part, la détermination de mécanismes de filtrage pouvant éviter au Parlement d'être saturé par la transmission d'une charge excessive de documents préparatoires de la législation communautaire. Un autre problème concret digne d'attention consiste dans la détermination de procédures suffisamment rapides pour l'acquisition, par le Parlement, d'éléments d'évaluation élaborés par les diverses administrations du Gouvernement, par les régions, par les forces sociales et par d'autres organismes non gouvernementaux.

4° - C'est l'article 7 du Règlement intérieur du Conseil de l'Union européenne qui définit aujourd'hui la notion de " proposition législative " pour l'application du protocole. Estimez-vous satisfaisante la rédaction de l'article 7 du Règlement intérieur du Conseil de l'Union européenne ? Ou bien jugez-vous que certains actes classés comme non législatifs par cet article devraient être classés comme législatifs ? Le cas échéant, lesquels ?

Réponse : la notion d'actes législatifs indiquée par le Règlement du Conseil apparaît effectivement très restrictive si elle est comparée à la notion d' " actes législatifs " appliquée dans la réglementation intérieure. Même si l'expérience concrète porterait à considérer comme suffisante, comme premier objectif, une pleine application des dispositions existantes, il conviendrait toutefois, en perspective, d'étendre la qualification d'actes législatifs aux principaux actes budgétaires (qui en Italie sont en effet adoptés en vertu d'une loi) ainsi qu'aux accords internationaux et inter-institutionnels. Le problème est aussi lié au besoin de déterminer une hiérarchie entre les différentes sources du droit communautaire, chapitre qui pour l'instant a été abandonné par la Conférence intergouvernementale mais dont la solution permettrait d'éclaircir davantage le domaine des actes soumis au jugement des Parlements.

5° - Estimez-vous que votre Commission est informée suffisamment et en temps utile des travaux des commissions européennes des autres parlements nationaux ? Des améliorations vous paraissent-elles souhaitables à cet égard ?

Réponse : sauf l'exception constituée par les sites Internet de certains Parlements, qui permettent la recherche dans l'une des langues de travail de la COSAC, l'information mutuelle sur les activités des Commissions des affaires européennes et des autres Commissions apparaît absolument insuffisante. A ce sujet, un renforcement du site Internet de la COSAC serait également souhaitable.

6° - Des membres de votre Commission participent-ils régulièrement à des réunions organisées par le Parlement européen ? Si oui, avez-vous des souhaits à formuler au sujet de ces réunions ?

Réponse : des membres du Comité pour les affaires des Communautés européennes au cours de l'an 2000 ont participé de façon régulière aux réunions de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen consacrées à la Conférence intergouvernementale. D'autres sénateurs ont participé, de façon plus épisodique, aux réunions – conférences, séminaires ou tables rondes – d'autres Commissions où les représentants des Parlements nationaux ont été expressément invités. Digne d'éloge apparaît l'esprit d'ouverture qui caractérise généralement les travaux des Commissions du Parlement européen, même s'il semblerait préférable, à des fins de programmation des travaux parlementaires, de définir une pratique homogène pour toutes les Commissions. A cet effet il faut signaler l'utilité de l'exemple offert par la Commission des affaires constitutionnelles laquelle, voulant expressément impliquer les parlementaires nationaux, a diffusé, par l'intermédiaire du Président du Parlement européen, des invitations formelles accompagnées par le calendrier des travaux de la Commission. Cette procédure permet de préciser trois aspects : 1) les invitations doivent être adressées aux Présidents des Parlements auxquels il appartient d'identifier les Commissions compétentes d'après les réglementations respectives 2) la transmissions d'invitations formelles suppose au préalable la reconnaissance de la faculté pour les invités de prendre la parole au cours des réunions 3) la transmission, avec les invitations, d'un calendrier aussi détaillé que possible des séances auxquelles les parlementaires nationaux sont invités permet à ces derniers de mieux coordonner leurs obligations nationales respectives avec les rencontres européennes. Le développement de ces formes de collaboration suppose, de toute évidence, l'affirmation d'une disponibilité analogue de la part des Commissions parlementaires nationales vis-à-vis des députés européens, perspective qui dans plusieurs Assemblées, y compris le Sénat, pourrait appeler une adéquation des dispositions réglementaires.